

Personne ne sanctionnera jamais l'Europe. C'est son plus grand malheur.

Ce que sept ans de sanctions contre Huawei enseignent sur la dépendance heureuse

Bruno DE SAN NICOLAS | Juillet 2026

Et si la meilleure politique industrielle jamais appliquée à une entreprise chinoise avait été signée à Washington ? La question paraît absurde. Elle résume pourtant sept ans d'histoire technologique, documentés par les think-tanks américains, allemands et français, par les revues à comité de lecture et par les laboratoires qui décapsulent les puces au microscope électronique. Et elle débouche sur une prédiction dérangeante : ce qui est arrivé à Huawei ne nous arrivera jamais. C'est précisément notre problème.

I. Mai 2019 : Washington actionne l'arme de l'interdépendance

Reprenons la chronologie, car elle a la sécheresse d'un procès-verbal d'exécution. En mai 2019, Huawei est inscrite sur l'Entity List américaine, qui soumet à licence son accès aux technologies américaines, des semi-conducteurs à la plateforme Android de Google [1]. Précision capitale : personne n'a interdit « à la Chine » d'utiliser Android. Xiaomi, Oppo et Vivo tournent toujours sous Android avec la bénédiction de Mountain View. La frappe est chirurgicale, nominative, personnelle.

Les politistes Henry Farrell et Abraham Newman venaient de donner un nom à cette pratique : la militarisation de l'interdépendance, soit l'exploitation coercitive des points de passage obligés des réseaux économiques mondiaux par l'État qui les contrôle [2]. L'IFRI qualifiait dès 2019 l'affaire Huawei de cas typique de cette militarisation de l'interdépendance, en soulignant que l'interdépendance technologique sino-américaine avait été, de part et d'autre, largement sous-estimée [3]. Retenez ce diagnostic : la suite est la démonstration expérimentale de cette sous-estimation.

Un an plus tard, le garrot se resserre. En mai 2020, Washington interdit à tout fondeur mondial utilisant de la technologie américaine de produire pour Huawei ; TSMC cesse de prendre ses commandes, et Richard Yu, patron de la branche grand public, reconnaît publiquement que les smartphones Huawei n'ont plus d'approvisionnement en puces et que cette année pourrait être la dernière génération de Kirin haut de gamme [4]. L'entreprise vient de détrôner Samsung comme premier vendeur mondial. Numéro un, et condamnée la même année. Le dossier semble clos.

Il ne l'était pas.

II. Le condamné rouvre la forge, et l'État chinois paie le charbon

Ce que Washington n'avait pas anticipé tient en une phrase : quand on retire à un ingénieur toutes ses béquilles, il lui reste ses jambes. Et un État prêt à financer la rééducation. L'ITIF documente la doctrine de survie de Huawei en trois actions : investir dans sa filiale de conception HiSilicon, s'allier aux forces complémentaires de la chaîne de valeur des semi-conducteurs, et créer, via sa plateforme d'investissement Hubble lancée dès 2019, les incitations à faire émerger un tissu de fournisseurs chinois [1].

Le point de bascule doctrinal est daté par le CSIS : après les contrôles de 2018 contre ZTE puis de 2019 contre Huawei, l'autosuffisance en semi-conducteurs cesse d'être une simple priorité industrielle chinoise pour devenir une priorité de sécurité nationale, dotée de plus de 100 milliards de dollars de soutien public et suivie personnellement par Xi Jinping ; en mars 2023, Huawei et SMIC sont placées au cœur d'une initiative gouvernementale d'autonomie, Huawei en chef de file [5]. Le MERICS complète :

Huawei est le chef de facto de l'« équipe nationale » des semi-conducteurs, avec un accès pouvant atteindre 70 % des capacités de production de SMIC, et intègre verticalement la chaîne d'approvisionnement, jusqu'aux logiciels de conception EDA, domaine dominé par trois éditeurs occidentaux soumis aux restrictions américaines [6][7].

Résultat matériel : le Kirin 9020, gravé en classe 7 nm par SMIC, intègre un modem 5G Balong 6000 et un module d'émission 5G fabriqués en Chine, et équipe les fleurons Mate 70 et Pura 80 [8]. Résultat logiciel : HarmonyOS NEXT, lancé en 2024, consacre la rupture complète avec Android en abandonnant toute compatibilité applicative, dans la volonté assumée d'une plateforme indépendante [9]. Huawei ne contourne plus la sanction. Elle a cessé d'en avoir besoin.

III. 2024-2026 : l'iPhone relégué troisième en Chine, l'autopsie signée à Washington

Les chiffres, dans leur exactitude trimestrielle. Dès le début 2024, HarmonyOS passe devant iOS sur le marché chinois ; au quatrième trimestre 2024, Counterpoint Research mesure 19 % de part de marché contre 17 % pour iOS et constate une avance tenue quatre trimestres consécutifs, portée par les lancements Huawei et les subventions publiques à l'achat de smartphones [10]. L'avance ne se dément plus : sixième trimestre consécutif mi-2025 selon Counterpoint [11], puis, en juin 2026, l'officialisation à la conférence développeurs de Huawei : HarmonyOS est devenu le deuxième système d'exploitation mobile de Chine, à 19 % contre environ 17 % pour iOS, l'installation de HarmonyOS 6 dépassant 66 millions d'appareils avec un cap fixé à 100 millions fin 2026 [12].

L'ambition dépasse le terminal. En février 2025, Ren Zhengfei confie à Xi Jinping que ses inquiétudes sur la production nationale de semi-conducteurs se sont apaisées, et qu'il pilote un réseau de plus de 2 000 entreprises chinoises visant plus de 70 % d'autosuffisance sur l'ensemble de la chaîne de valeur d'ici 2028 [5].

Le verdict le plus cruel ne vient pas de Pékin. Il vient d'un think-tank de Washington, l'ITIF, qui titre son rapport d'octobre 2025 d'un seul mot : « Backfire ». Les contrôles à l'export ont aidé Huawei et pénalisé les entreprises américaines [1]. La littérature académique converge : les sanctions ont agi comme un tremplin pour les fabricants de puces chinois, déclenchant une mobilisation de toute la société vers la réingénierie et l'innovation [13].

IV. L'arme perdue : Washington s'est crevé un œil

Il y a un coût de la sanction dont les bilans comptables ne parlent jamais, et c'est peut-être le plus lourd. Farrell et Newman distinguent deux effets de la centralité dans les réseaux : l'effet « point d'étranglement », qui permet de couper, et l'effet « panoptique », qui permet de voir [2]. En coupant Huawei d'Android et des services Google, Washington a utilisé le premier au prix du second : un parc de terminaux se comptant en centaines de millions, sur le premier marché mobile mondial, est sorti définitivement de la sphère des services américains, de leurs magasins d'applications, de leurs flux de données et de leurs standards.

Un système d'exploitation n'est pas un simple logiciel : c'est une infrastructure d'influence, qui décide des applications disponibles, des services par défaut, des canaux d'information qui s'affichent au réveil de l'appareil. L'IFRI notait dès 2019 que le renseignement américain s'était alarmé de perdre sa prééminence en matière de renseignement d'origine électromagnétique face aux infrastructures de Huawei [3] ; l'ironie veut que la sanction ait organisé la même perte, en miroir, sur le terrain cognitif. Là où la présence des

services américains offrait à Washington une fenêtre et un levier sur la société numérique chinoise, HarmonyOS a posé un volet. On peut discuter de l'ampleur exacte de la perte ; on ne peut pas discuter son sens. Une arme d'influence ne fonctionne que chez ceux qui utilisent vos plateformes. Washington a gagné une démonstration de force et perdu un panoptique.

V. Ce que la légende ne dit pas : le miracle coûte cher et reste enclavé

Restons rigoureux, car ce texte perdrait tout s'il versait dans la fascination. TechInsights confirme en décembre 2025 que le Kirin 9030 du Mate 80 Pro Max est gravé sur le procédé N+3 de SMIC, évolution de sa classe 7 nm, indicateur de la progression vers un équivalent 5 nm sans lithographie EUV [14]. SemiAnalysis, qui a décapsulé la même puce, mesure une densité logique de classe TSMC N6, mais obtenue par un multi-patterning DUV nettement plus agressif, sans en atteindre ni la maturité ni les coûts ; les performances restent celles d'un fleuron Android vieux de trois ans, loin derrière Apple, Qualcomm, MediaTek et Samsung, avec un écart d'efficacité énergétique plus large encore [15]. Densité comparable, économie incomparable : la souveraineté chinoise du silicium se paie en rendements dégradés et en coûts unitaires supérieurs, absorbés par la puissance publique.

Même lucidité côté marché : HarmonyOS plafonne à environ 5 % de part mondiale et demeure pratiquement inaccessible hors de Chine [12]. Le système n'a pas conquis le monde : il a conquis son sanctuaire. Le CSIS rappelle que les contrôles ont réellement perturbé l'industrie chinoise, flambées de prix et réductions d'effectifs comprises, avant de déclencher l'effort d'État tous azimuts qui a produit ces résultats [16].

L'équation du « miracle » comporte donc trois termes : une menace existentielle, un capital d'ingénierie hors norme, un État qui accepte de payer le surcoût transitoire pendant des années. Retirez l'un des trois, et le condamné meurt vraiment.

VI. Le dilemme du sanctionneur, ou pourquoi l'Europe ne sera jamais frappée

Voici la partie prospective de ce texte, et j'assume qu'elle relève de l'analyse plus que du constat. Elle tient en un syllogisme.

Prémisse un : le sanctionneur apprend. La science politique l'a documenté dans le domaine financier : Daniel McDowell démontre que plus Washington utilise le dollar comme arme de politique étrangère, plus ses cibles déplacent leurs activités économiques internationales vers d'autres monnaies pour échapper à sa coercition [17]. Janet Yellen, alors secrétaire au Trésor, l'a reconnu : l'usage de sanctions financières liées au dollar risque, à terme, d'en miner l'hégémonie, raison pour laquelle Washington s'efforce d'utiliser cet outil « judicieusement » [18]. « Judicieusement » : la retenue apprise, avouée au sommet de l'État américain.

Prémisse deux : le cas Huawei est la démonstration technologique de ce que McDowell a établi pour la finance, et les think-tanks de Washington l'ont écrite noir sur blanc [1]. Chaque coup de feu fabrique un évadé.

Conclusion : Washington y regardera désormais à deux fois avant d'actionner une coupure systémique, un « kill switch », contre ses alliés. Non par tendresse atlantique, mais par calcul : couper l'Europe de ses plateformes serait lui offrir exactement ce que l'Entity List a offert à Huawei, une raison existentielle de reconstruire. La dépendance des alliés est un actif stratégique américain ; on n'ébrèche pas son propre actif.

Un épisode récent donne la mesure du calibrage. En février 2025, un décret présidentiel sanctionne le procureur de la Cour pénale internationale, Karim Khan ; son compte de messagerie Microsoft est suspendu, le contraignant à migrer vers le suisse Proton Mail [19]. Frappe individuelle, périmètre minimal. Et pourtant, l'onde de choc est institutionnelle : la CPI décide de mettre fin préventivement à sa relation avec Microsoft au profit d'openDesk, solution open source développée sous une initiative de souveraineté numérique du gouvernement allemand et déjà largement déployée dans le secteur public allemand [20], tandis que la déconnexion a nourri en Europe la crainte qu'un « kill switch » puisse couper les services numériques via les entreprises technologiques américaines [21]. Une seule boîte aux lettres coupée a suffi à enclencher une émancipation. Imaginez l'effet d'une coupure systémique : Washington l'imagine très bien, et c'est pourquoi, en tant qu'arme délibérée contre les alliés, elle n'aura pas lieu.

On m'objectera l'épisode de juin 2026 : dix-huit jours durant, sur directive de contrôle à l'export invoquant la sécurité nationale, les modèles d'IA les plus capables d'Anthropic, Claude Fable 5 et Mythos 5, ont été inaccessibles au monde entier, Europe comprise, avant que Washington ne lève les contrôles [23]. N'est-ce pas la preuve que la coupure peut nous frapper ? C'est la preuve de mieux que cela. D'abord, l'Europe n'était pas la cible mais le ricochet : nul besoin d'une intention hostile pour perdre l'accès, une décision intérieure américaine suffit, ce qui aggrave le diagnostic au lieu de l'adoucir. Ensuite, la levée rapide des contrôles doit beaucoup, selon les critiques relayées par la presse américaine, au constat que la coupure offrait un temps précieux aux concurrents chinois de l'IA ouverte [24] : le dilemme du sanctionneur s'est joué sous nos yeux, en accéléré, et la main qui avait coupé a rouvert d'elle-même. Dix-huit jours ont suffi à démontrer les deux faces du théorème : nous sommes coupables par dépendance, et le coupeur est prisonnier de sa propre arme.

L'objection vient immédiatement, et je la formule contre moi-même : si Washington a été refroidi par l'affaire Huawei, alors le kill switch ne nous menace plus, et l'émancipation devient superflue. C'est confondre l'arme et la coercition. D'abord, une arme au râtelier discipline autant qu'une arme épaulée : la sanction d'un seul procureur a suffi à ce que ses comptes bancaires soient bloqués, que des organisations partenaires cessent de travailler avec la Cour ou retirent leurs fonds des banques américaines par crainte d'être visées, jusqu'à une juge sanctionnée privée dans la foulée de ses cartes de crédit [19] ; la dépendance produit sa conformité toute seule, sans qu'on tire. Ensuite, la retenue apprise vaut pour la coupure systémique, pas pour les frappes calibrées : amendes extraterritoriales, sanctions individuelles, obligations du CLOUD Act de 2018, qui impose aux fournisseurs américains de livrer les données sous leur possession ou leur contrôle, même stockées à l'étranger [22], composent un régime permanent de prélèvement, dosé précisément sous le seuil qui nous réveillerait. Enfin et surtout, la coupure n'a jamais été le vrai prix de la dépendance : le vrai prix se paie chaque jour, en marges captées, en standards subis, en données offertes, en compétences perdues. Le panoptique n'a pas besoin de couper pour voir. Autrement dit : l'absence de menace systémique ne rend pas l'émancipation inutile ; elle rend la servitude parfaitement rentable pour celui qui la loue. C'est encore pire.

Voilà le piège dans toute sa perfection. La Chine a été émancipée par la brutalité de son adversaire. L'Europe, elle, est enfermée par la douceur de son allié. Personne ne viendra nous couper Android, Windows ou nos messageries : la perfusion restera tiède, fluide, facturée en dollars, précisément pour que jamais ne se lève chez nous l'instinct de survie qui a rebâti Shenzhen. Le MERICS, qui n'est pas suspect de maoïsme, invite pourtant explicitement l'Europe à tirer les enseignements des efforts chinois d'autonomie pour sa propre quête de souveraineté numérique [6].

Puisque le choc libérateur ne viendra jamais de l'extérieur, il nous reste à nous l'administrer nous-mêmes. Trois leviers, concrets et datés.

D'abord, la commande publique comme arme de sevrage : réserver des segments entiers d'achats publics aux solutions européennes, avec un calendrier de bascule publié et opposable, pas une préférence de principe. La CPI vient de montrer que la migration est possible ; un parquet international n'est pas moins complexe qu'un ministère.

Ensuite, l'acceptation explicite du surcoût transitoire : SMIC produit sa densité au prix de rendements dégradés, et Pékin l'assume comme un investissement de survie. Tout plan européen qui promet la souveraineté « à coût constant » ment.

Enfin, des échéances de désengagement mesurables : non pas « réduire les dépendances critiques », mais tel système, telle administration, telle date. Ce que l'on ne date pas n'existe pas.

L'histoire de Huawei n'est pas une histoire chinoise. C'est un théorème stratégique désormais validé par l'expérience et documenté par les think-tanks des deux rives : la dépendance ne se réduit que sous contrainte. La Chine a eu la sienne, gracieusement fournie par son adversaire. La nôtre, aucun adversaire n'aura l'obligeance de nous la fournir : notre fournisseur a appris la leçon. Il ne reste donc qu'une main pour signer notre Entity List. La nôtre.

Sources

1. ITIF, *Backfire: Export Controls Helped Huawei and Hurt U.S. Firms*, Washington, 27 octobre 2025.
itif.org/publications/2025/10/27/backfire-export-controls-helped-huawei-and-hurt-us-firms
2. Farrell H., Newman A., « Weaponized Interdependence: How Global Economic Networks Shape State Coercion », *International Security*, vol. 44, n° 1, 2019 ; Drezner D., Farrell H., Newman A. (dir.), *The Uses and Abuses of Weaponized Interdependence*, Brookings Institution Press, 2021.
3. IFRI, « Donald Trump et l'affaire Huawei : un pari hasardeux ? », Paris, 2019.
ifri.org/fr/presse-contenus-repris-sur-le-site/donald-trump-et-laffaire-huawei-un-pari-hasardeux
4. *South China Morning Post*, « US sanctions bite as Huawei admits “big loss” », 10 août 2020.
scmp.com/tech/big-tech/article/3096775
5. CSIS, *In Chip Race, China Gives Huawei the Steering Wheel ; DeepSeek, Huawei, Export Controls, and the Future of the U.S.-China AI Race*, Washington. csis.org/analysis
6. MERICS, *China's drive toward self-reliance in artificial intelligence: from chips to large language models*, Berlin. merics.org
7. MERICS, *Huawei is quietly dominating China's semiconductor supply chain*, Berlin. merics.org
8. Tom's Hardware, « Huawei's Kirin 9020 integrates 5G modem, China-made 5G FEM », 20 août 2025.
9. Silicon UK, « Huawei's HarmonyOS Leads Apple In China For Sixth Quarter », 24 septembre 2025 (données Counterpoint ; rupture applicative Android de HarmonyOS NEXT).
10. Counterpoint Research, « Global Smartphone Sales Share by Operating System », rapport trimestriel (T4 2024, publié mars 2025). counterpointresearch.com/en/insights/global-smartphone-os-market-share
11. Counterpoint Research via *South China Morning Post*, « Huawei's HarmonyOS maintains lead over Apple iOS in China for sixth consecutive quarter », septembre 2025.
12. HDC 2026, annonce Huawei des 12-13 juin 2026 ; Counterpoint Research, données T1 2026 (19 % Chine, environ 5 % monde). counterpointresearch.com/en/insights/global-smartphone-os-market-share
13. *Cogent Social Sciences* (Taylor & Francis), « China's semiconductor conundrum: understanding US export controls and their efficacy », 2025. tandfonline.com/doi/full/10.1080/23311886.2025.2528450
14. TechInsights, « SMIC N+3 Confirmed: Kirin 9030 Analysis Reveals How Close SMIC Is to 5nm », 11 décembre 2025.
techinsights.com
15. SemiAnalysis (STEEL Lab), « Is SMIC N+3's Metal Pitch Smaller than Intel 18A's? », juin 2026.
newsletter.semianalysis.com/p/steel-smic-n3-teardown
16. CSIS, *The Limits of Chip Export Controls in Meeting the China Challenge*, Washington.
17. McDowell D., *Bucking the Buck: US Financial Sanctions and the International Backlash Against the Dollar*, Oxford University Press, 2023.

18. Yellen J., entretien « Fareed Zakaria GPS », CNN, 16 avril 2023 (retranscription reprise notamment par CNBC, 15-17 avril 2023).
19. Associated Press, mai 2025 (compte Microsoft, comptes bancaires, retraits des partenaires, cas d'une juge sanctionnée) ; Computer Weekly, « Microsoft's ICC email block reignites European data sovereignty concerns », mai 2025.
20. *Handelsblatt* via Irish Legal News, « ICC to ditch Microsoft following US sanctions », octobre 2025.
21. Techzine, juin 2025 ; The Register, février 2026 (auditions parlementaires britanniques sur la déconnexion).
22. CLOUD Act, loi américaine de 2018, section 2713 ; analyse Digital Watch Observatory, mai 2025.
23. Anthropic, « Redeploying Claude Fable 5 », 30 juin 2026. anthropic.com/news/redeploying-fable-5 ; VentureBeat, « Anthropic blocks all public access to Claude Fable 5, Mythos 5 following US government order », 13 juin 2026.
24. CNBC, « Anthropic says Trump admin has lifted export controls on Claude Fable 5 and Mythos 5 », 30 juin 2026.
25. Pierucci F. (avec Aron M.), *Le Piège américain*, JC Lattès, 2019 (sur les procédures extraterritoriales à effet industriel ; lecture débattue, citée comme témoignage).